La tête froide

Et voilà ! Comme prévu, le premier tour des élections présidentielles a sélectionné Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal.

Dans 15 jours nous sortirons enfin de cet «insoutenable» suspens : nous aurons une ou un nouveau président.

Il va de soi que, comme en 2002 (bien que le contexte fût plus difficile), nous ne donnerons aucune consigne de vote. Cette position est conforme à nos principes fondés sur l'indépendance syndicale. Dans notre histoire nous n'avons jamais dérogé à cette règle.

Il en va bien sûr autrement quand nous estimons qu'une réforme institutionnelle peut menacer notre liberté, notre indépendance, voire notre existence. C'est pourquoi notre UD a appelé à voter NON au référendum proposé en 1969 par le Général de Gaulle, ainsi qu'à l'occasion du référendum du 29 mai 2005 sur le projet de constitution européenne.

Cet attachement à l'indépendance doit être en permanence rappelé, car celle-ci ne va pas de soi.

Régulièrement nous sommes sollicités pour participer à de multiples commissions, dont le point commun est de tenter de nous associer à la mise en œuvre de décisions prises ailleurs. C'est ce que, à droite comme à gauche, on appelle la «démocratie participative».

Pour notre part, nous restons convaincus qu'il existe toujours des classes sociales, et qu'en particulier la classe ouvrière a besoin d'organisations libres pour défendre ses intérêts particuliers. Nombreux sont ceux qui, en fait, nous contestent cette liberté fondamentale.

Avant guerre, les théoriciens du corporatisme avançaient à visage découvert. S'appuyant sur la doctrine sociale de l'Eglise, ils opposaient le « bien commun » aux intérêts particuliers, et en conséquence prétendaient interdire la manifestation de ces derniers. C'est à partir de cette notion du «bien commun», censé transcender les intérêts particuliers, que se sont bâtis tous les systèmes fascistes. D'abord celui de Mussolini bien sûr, mais aussi tous les autres d'Hitler à Pétain.

Ce dernier avait d'ailleurs trouvé quelques complices issus de nos propres rangs pour accomplir sa sale besogne et mettre au point la «Charte du Travail».

Après guerre il a bien fallu revenir à une conception plus réaliste, et aussi plus démocratique, des relations sociales. Ainsi la loi du 11 février 1950 reconnut juridiquement la légitimité des revendications et de la pratique contractuelle.

Pour autant, les tenants du corporatisme n'avaient pas renoncé. Tapis dans l'ombre, ils n'attendent que des circonstances favorables pour remettre leur idéologie au goût du jour «les corpsintermédiaires»). L'échec du référendum de 1969 repoussa leurs projets.

Mais, depuis, ils sont revenus sous une forme sournoise, et il faut bien reconnaître qu'ils ont marqué des points. Déjà, M. Gabaglio avait scellé le sort de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) en l'intégrant dans la «gouvernance» européenne. Ce faisant, il la transformait en instrument subsidiaire de l'Union Européenne.

Incontestablement, et malgré nos interventions, la récente Confédération Syndicale Internationale (CSI) va dans le même sens, puisqu'elle aussi veut s'intégrer dans la «gouvernance mondiale». Il n'y a d'ailleurs rien de surprenant, quand on sait que Gabaglio en est l'un des «pères fondateurs», et que la Confédération Mondiale du Travail (CMT) n'a jamais caché qu'elle fondait son action sur la doctrine sociale de l'Eglise, qui est l'exact opposé de notre tradition fondée sur la reconnaissance des intérêts particuliers de la classe ouvrière.

Dans ce contexte pour le moins inquiétant, il ne faut pas prendre à la légère les projets des deux candidats à la Présidence de la République en matière de représentativité syndicale et de dialogue social.

Nous devons certainement nous battre pour faire respecter l'indépendance syndicale contre ceux qui, par divers stratagèmes, veulent nous intégrer dans leur gouvernance.

Bien sûr, pour les 15 jours qui viennent, les deux candidats restants seront plutôt prudents. C'est bien normal, ils veulent se faire élire.

Dans ce but, ils n'hésitent pas à nous donner quelques satisfactions. Ainsi, compte tenu de l'écho rencontré par notre action à Airbus, mais aussi de notre position majoritaire, les deux nous ont promis de suspendre Power 8 et de maintenir Méaulte et St-Nazaire ville dans Airbus.

Naturellement, nos camarades ont eu raison de demander et d'obtenir ces engagements.

Mais dans nos rangs, personne n'est dupe : ces promesses, il faudra se battre pour les faire appliquer.

En 2002, M. Jospin candidat d'alors, confronté à une situation semblable avait répondu que «l'Etat ne peut pas tout».

Cette réponse avait largement contribué à son échec.

Aujourd'hui, instruits par l'expérience, les deux candidats nous disent l'inverse. Pourtant, les «règles du jeu», en particulier celles imposées par le Traité de Maastricht, n'ont pas changé.

Alors enregistrons tout cela, mais gardons la tête froide. Nous ne savons pas qui sera le gagnant au soir du 6 mai.

Ce que nous savons, c'est qu'il faudra encore nous battre pour obtenir satisfaction à nos revendications, pour faire respecter les engagements. C'est pourquoi il nous faut préserver notre indépendance.

Par Patrick HEBERT, Secrétaire général de l'UD CGT-FO de Loire Atlantique